

RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 01815

Numéro SIREN : 751 764 689

Nom ou dénomination : SARL CONCEPT O BATIS

Ce dépôt a été enregistré le 07/11/2023 sous le numéro de dépôt 18330

**CONCEPT O BATIS**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1 000 euros**  
**Siège social : 54 Rue des Pichots**  
**91310 MONTLHERY**  
**RCS EVRY 751 764 689**

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS**  
**DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 10 OCTOBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois  
Le 10 Octobre,  
A 10 heures,

Madame Nathalie GHELDMAN, demeurant 28 Bis Rue Victor Schoelcher 91470  
FORGES LES BAINS,

Propriétaire de la totalité des 100 parts sociales de 10 euros composant le capital  
social de la société CONCEPT O BATIS,

Associée unique et seule gérante de ladite Société,

A pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- modification d'une erreur matérielle sur la date de clôture de l'exercice social
- Modification corrélative des statuts,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

**PREMIERE DÉCISION**

L'associée unique, constate qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'article 6 des statuts Exercice social, en effet il a été spécifié un début d'exercice au 1er janvier et une fin au 31/12, alors que le 1<sup>er</sup> exercice avait une date de fin au 30/06/2013. La société ayant été enregistré auprès des Impôts avec une date de clôture au 30/06 et les comptes sociaux ayant été établis au 30 juin, l'associée unique décide de régulariser l'erreur matérielle en modifiant la date de clôture de l'exercice social pour la fixer au 30 juin.

L'associée unique décide, en conséquence, de modifier l'article 6 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

**Article 6 - Exercice social**

"Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> Juillet et finit le 30 Juin."

Le reste de l'article demeure inchangé.

## **DEUXIEME DÉCISION**

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été établi le présent procès-verbal signé par l'associée unique et consigné sur le registre de ses décisions.

Nathalie GHELDMAN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Gheldman', with a long horizontal stroke at the end.

**CONCEPT O BATIS**  
**Société à responsabilité Limitée**  
**Au Capital de 1 000 euros**  
**Siège social : 54 Rue des Pichots**  
**91310 MONTLHERY**  
**RCS EVRY 751 764 689**

**CERTIFIÉ CONFORME  
À L'ORIGINAL**

*Certifié conforme*



**STATUTS MIS A JOUR**

**SELON DECISION DE L'ASSOCIEE UNIQUE**

**DU 10 OCTOBRE 2023**

# S.A.R.L.

**Société à Responsabilité Limitée**  
Articles L. 223-7 à L. 223-46 du code de commerce et des sociétés

Dénomination : SARL CONCEPT O BATIS  
Capital Social : 1000 Euros  
Siège Social : 54 Rue des Pichets  
91310 MONTLHERY

## Statuts

Les soussignés (nom, prénoms, domicile, nationalité, date et lieu de naissance des associés (y compris les conjoints des apporteurs de biens connus ayant notifié leur intention de devenir personnellement associés)) :

① Mme GHELDMAN Nathalie Colette.  
Domicilié au 28 Bis rue Victor  
Schoelcher  
91470 FORGES LES BAINS  
A Paris 9<sup>ème</sup>  
Française, née le 31 mars 1965.

② Mme LETUZ Suzanne Odette  
Domicilié au 47 Rue des Grands Neutgers  
78730 SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES  
Française, née le 08 Février 1940  
A Paris 14<sup>ème</sup>

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES D'ETAMPES

Le 26/04/2012 Bordereau n°2012/412 Case n°4

Rct 1320

Enregistrement : Exonéré

Pénalité :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent des impôts

L'Agente Principale  
des Finances Publiques  
Annie BLONDET

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui acquerrait ultérieurement la qualité d'associé.

NG NF SL



**TITRE I**  
FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE  
SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

**Article 1 - Forme**

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par les articles L.223-1 à L.223-43 du code de commerce et des sociétés modifiés par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 et par les présents statuts.

**Article 2 - Objet**

La société a pour objet :

- Bureau d'Etude Associé de la Maîtrise d'œuvre complète ou partielle comprenant en outre la
- Conception de tous documents pièces écrites et plans
- La direction, le contrôle général des Travaux ainsi que la réception des Travaux.
- La Coordination des Chantiers
- Conseil En Entreprise
- La Promotion Immobilière
- Prestations de Service

et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à d'autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

**Article 3 - Dénomination sociale**

La société prend la dénomination sociale suivante :

**SARL CONCEPT O BATIS**

Dans tous les documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être immédiatement précédée ou suivie des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L."

Elle a pour nom commercial :

et pour sigle :  
site internet  
adresse internet

**Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé à : **MONTLHERY 91310**  
**54 Rue des Pichots**

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

**Article 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à **Quatre Vingt dix neuf** Durée (maximum 99 années) années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts.

**Article 6 - Exercice social**

Chaque exercice social a une durée de douze mois, déterminée de la façon suivante :

Date de début de l'exercice social : **1<sup>er</sup> JUILLET**  
Date de clôture de l'exercice social : **30 JUIN**  
Date de clôture du premier exercice : **30 Juin 2013**

Par exception, le premier exercice social sera clos à la date indiquée ci-contre :

**TITRE II**  
APPORTS - CAPITAL SOCIAL

**Article 7 - Déclaration sur les éventuels apports de biens communs**

Article 1832-2 du code civil (Loi n° 82-395 du 10 juillet 1982).

Un époux ne peut, sous la condition prévue à l'article 1427 du code civil, employer des biens communs pour faire un apport à une société ou acquies des parts sociales non négociables sans que son conjoint en ait été avisé et sans qu'il en soit justifié dans l'acte.

La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

La qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a participé à la société son intention n'étant personnellement associée. Lorsqu'il manifeste son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les clauses d'agrément prévues à cet effet par les statuts sont opposables au conjoint ; lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas de vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

*MB*

*SL*



Pour satisfaire aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il est rappelé que les personnes ci-après désignées :

- ont été respectivement averties de l'apport effectué par leur conjoint commun en biens ;
- ont répondu à cet avertissement et notifié respectivement à la société leur intention :
  - soit d'être associé pour la moitié des parts souscrites par leur conjoint ;
  - soit de consentir expressément à la réalisation de l'apport sans être associé ;

ainsi qu'en font foi les pièces justificatives annexées aux présents statuts.

| AVERTISSEMENT(SI PAR ENVOI RECOMMANDÉ A/R ANNEXÉ AUX STATUTS) |                                   | RÉPONSE(S) ANNEXÉ(S) AUX PRÉSENTS STATUTS |                          |                                  |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| Nom et prénoms du conjoint commun en biens averti             | Date de réception par le conjoint | Date de réponse du conjoint               | Intention d'être associé | Intention de ne pas être associé |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |
| M                                                             |                                   |                                           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>         |

**Article 8 - Apports : article L 223-7 du code de commerce.**

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés.

**1 - APPORTS EN NUMÉRAIRE**

Les parts représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins un cinquième de leur montant selon les dispositions de l'article L 223-7 du code de commerce.

Les soussignés suivants effectuent les apports en numéraire indiqués ci-dessous :

Identité de l'appareur, montant en toutes lettres et en chiffres :

Mme GHELDMAN Nathalie Colette  
Cinq cent euros.  
500 Euros.

Mme LETUZ Suzanne Odette.  
Cinq cent euros.  
500 Euros.

Total : 1000 Euros

Le cinquième au moins de cette somme a été versé, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, auprès de l'organisme bancaire désigné ci-contre :

Organisme bancaire  
Banque, Agence, N° de compte  
CREDIT LYONNAIS  
Agence D'ORSAY 08941  
N° 459923 T

La libéralisation du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du gérant, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. Toutefois, le capital doit être entièrement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération (article L 223-7 du code de commerce modifié par la loi relative aux Nouvelles Régulations Économiques du 15 mai 2001).

Le retrait de la somme mentionnée ci-dessus sera effectué par la gérance sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

NS

SL





Cet apport est effectué pour la durée indiquée ci-contre, qui court à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

→ Durée de l'apport \_\_\_\_\_ années

En contrepartie et en rémunération, l'apporteur en industrie reçoit les parts sociales sur valeur nominale, dont le nombre et la numérotation sont indiqués ci-contre :

→ Nombre de parts \_\_\_\_\_ parts  
→ Numérotées de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Ces parts, qui ne concourent pas à la formation du capital social, sont dites "parts d'industrie".

Elles ouvrent droit :

• au partage des bénéfices et de l'actif net à hauteur de \_\_\_\_\_ %

• à charge de contribuer aux pertes à hauteur de \_\_\_\_\_ %

**Article 9 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme indiquée ci-contre :

→ Capital social **1000 Euros**

Il est divisé en parts sociales égales dont le nombre et la valeur nominale sont indiqués ci-contre :

→ Nombre de parts **100** parts

→ Valeur nominale des parts **10 Euros**

Les parts sociales sont numérotées comme indiqué ci-contre :

→ Numérotées de **1 à 100**

Ces parts, souscrites en totalité par les associés, sont intégralement libérées.

Elles sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs de la manière suivante :

*Identité de l'apporteur : nombre de parts attribuées par apport en industrie et numérotées de ... à ... ; nombre de parts attribuées par apport en nature et numérotées de ... à ... ; nombre total de parts de l'apporteur...*  
**Suite aux apports initiaux et aux cessions de parts du 01/10/2019**  
**Mme GHELDTAN Nathalie Colette**  
**à Concurrence de 100 Parts par apport**  
**en numérique numérotées de 1 à 100.**

**Article 10 - Modifications du capital social**

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales, en respectant les prescriptions des articles L. 223-32 à L. 223-34 et l'article L. 223-42 du code de commerce.

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rhipus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

*WS S L* Page 5



**Article 11 - Souscription et représentation de parts sociales**

**I - PARTS DE CAPITAL**

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent les apports en nature ou en numéraire. Elles contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Les parts sociales de capital ne sont pas négociables ; leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement constaté, constaté et publié conformément à la loi.

**II - PARTS D'INDUSTRIE**

La société peut émettre des parts sociales sans valeur nominale en rémunération des apports en industrie qui lui sont faits.

Ces parts hors capital social sont dites : parts sociales en industrie. Attribuées à titre strictement personnel, elles sont incessibles et sont annulées en cas de décès comme en cas de cessation définitive des prestations dues par le titulaire, intervenant pour quelque cause que ce soit.

**Article 12 - Émission d'obligations (article L 223-11 du code de commerce)**

Si la société est tenue en vertu de l'article L 223-35 de désigner un commissaire aux comptes et si les comptes des trois derniers exercices sur douze mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nominatives.

**Article 13 - Indivisibilité des parts sociales**

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre de parts possédées par cette indivision.

Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les copropriétaires indivis de parts sociales sont représentés par le mandataire unique visé à l'article 14 paragraphe III des présents statuts.

**Article 14 - Droits et obligations attachés aux parts sociales**

**I - DROIT SUR LES BÉNÉFICES, LES RÉSERVES ET LE BONI DE LIQUIDATION**

Chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation.

Les parts d'industrie donnent droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes dans les conditions visées à l'article 8 paragraphe IV des présents statuts.

**II - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIÉS**

Les associés exercent leurs droits de communication et de copie dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En particulier, tout associé a le droit :

- 1° d'obtenir, à toute époque, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.
- 2° de prendre à toute époque, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices :
  - comptes annuels,
  - inventaires,
  - rapports soumis aux assemblées,
  - procès-verbaux de ces assemblées.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie

**III - DROIT D'INTERVENTION DANS LA VIE SOCIALE**

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Les copropriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires. Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que pour une seule tête.

En cas d'usufruit s'exerçant sur des parts sociales, le droit de vote appartenant au nu-propriétaire, toutefois l'usufruitier participe seul au vote des décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou équivalent, ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

**IV - DROIT DE CONTRÔLE**

Tout associé non gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième des parts sociales peuvent demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

**V - RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES ASSOCIÉS**

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature. Il est rappelé, qu'en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par les gérants ou associés ainsi qu'il est stipulé à l'article L. 223-24 du code de commerce.

**VI - OBLIGATION DE RESPECTER LES STATUTS**

La détention de toute part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions prises régulièrement par les associés ou aux décisions de la gérance.

**VII - COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS**

Chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société. Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont arrêtées dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant les dispositions de l'article 21 des présents statuts. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

NB

SL



## Article 15 - Transmission des parts sociales

Les ayants droit des associés et créanciers de la société ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition de sceaux sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

• Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux (article L 223-13 alinéa 1 du code de commerce).

• Toutefois, les associés peuvent déroger à cette règle (article L 223-13 alinéa 2 et suivants) et les statuts peuvent stipuler :

"... que le conjoint, un héritier, un ascendant ou un descendant ne peut devenir associé qu'après avoir été agréé dans les conditions prévues à l'article L 223-14."

"... qu'en cas de décès de l'un des associés la société continuera avec son héritier ou avec les associés survivants. Lorsque la société continue avec les seuls associés survivants ou lorsque l'agrément a été refusé à l'héritier, celui-ci a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur."

"... que la société continuera, soit avec le conjoint survivant, soit avec un ou plusieurs des héritiers, soit avec tout autre personne désignée par les statuts ou, si ceux-ci l'autorisent, par dispositions testamentaires. Lorsque la société continue dans ces conditions, la valeur des droits sociaux attribués aux bénéficiaires de cette stipulation est rapportée à la succession."

"Dans les cas prévus au présent article, la valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du code civil." En conséquence les associés décident que la transmission des parts s'effectuera de la façon suivante :

**PROCÉDURE D'AGRÈMENT, le cas échéant (articles L 223-13 et L 223-14) :** les parts sociales sont transmissibles à la majorité des associés survivants représentant au moins la proportion de parts sociales de capital et d'industrie indiquée ci-contre :



% des parts  
(50% minimum)

En cas de refus d'agrément des associés survivants, voir chapitre b) DÉFAUT D'AGRÈMENT ci-dessous.

## Article 16 - Cession des parts sociales de capital

### I - FORME

Toute cession de parts sociales de capital doit être constatée par écrit. La cession n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités prévues à l'article 1690 du code civil : signification par huissier ou acceptation par la société dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise d'une attestation de ce dépôt par la gérance. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après avoir été déposée au greffe en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

• **CESSION ENTRE CONJOINTS ET ENTRE ASCENDANTS ET DESCENDANTS :**

- les parts sont librement cessibles entre conjoints et entre ascendants et descendants (article L 223-13) ;  
 les parts sont cessibles entre conjoints et entre ascendants et descendants après agrément des associés dans les conditions prévues ci-après.

• **CESSION À UN TIERS :** les parts sont cessibles à un tiers après agrément des associés dans les conditions prévues ci-après.

### II - AGRÈMENT :

a) **PROCÉDURE D'AGRÈMENT, (article L 223-14 et article R. 223-12) :** les parts sociales sont cessibles à la majorité des associés représentant, le vote de l'associé cédant y compris, au moins la proportion de parts sociales de capital et d'industrie indiquée ci-contre :



30

% des parts  
(50% minimum)

b) **DÉFAUT D'AGRÈMENT :** si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts.

Pour l'expression de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la société pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

### III - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2076 alinéa 1<sup>er</sup> du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

### IV - REVENDICATION DE LA QUALITÉ D'ASSOCIÉ PAR LE CONJOINT COMMUN EN BIENS

Conformément à l'article 1832-2 du code civil, en cas d'apport ou d'acquisition de parts sociales avec des fonds ou des biens communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si le conjoint notifie son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux, ainsi qu'il est dit à l'article 7 des présents statuts.

Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les clauses d'agrément éventuellement prévues à cet effet au présent article sont opposables au conjoint.

### V - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS SOCIALES EN UNE SEULE MAIN

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique et selon les dispositions de la loi sur les sociétés commerciales propres aux sociétés unipersonnelles. L'associé unique est tenu de mettre en harmonie les statuts avec ces dispositions dans les plus brefs délais.

NE

S L

Page 7



**Article 17 - Nomination des gérants (article L 223-18 et article L 223-29)**

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée. Les associés notamment en qualité de gérant(s) :

Mme GHELDITAN Nathalie Colette

pour la durée indiquée ci-contre : ..... → Durée des fonctions

Les gérants subséquents sont nommés par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

**Article 18 - Révocation, décès, remplacement des gérants**

Le ou les gérants sont révocables par décision dûment motivée des associés représentant la proportion des parts sociales indiqués ci-contre :

→ % des parts (51% minimum)

(article L 223-25).  
Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.  
En outre, le ou les gérants sont révocables par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.  
Le décès ou la cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société : la collectivité des associés doit procéder au remplacement du gérant.  
En cas de décès d'un des gérants, elle est consultée d'urgence par le co-gérant en exercice ou par le commissaire aux comptes s'il en existe un ou, à défaut, par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.  
En cas de décès du gérant unique, le commissaire aux comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du gérant. Cette convocation a lieu dans les formes et délais prévus par décret en Conseil d'État (article L223-27 du code de commerce).  
Toutefois, ce remplacement est facultatif s'il demeure un ou plusieurs co-gérants.

**Article 19 - Pouvoirs des gérants (article L 223-18 du code de commerce)**

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires. Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.  
Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision des associés prise à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales, contracter des emprunts bancaires, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles autres que celui du siège social, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ou prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social.  
Le ou les gérant(s) peuvent décider le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe sous réserve de la ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues à l'article L 223-30 alinéa 2 du code de commerce.  
Dans les mêmes conditions le ou les gérant(s) peuvent mettre les statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.  
Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.  
En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent.  
L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.  
Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoir spéciale ou temporaire.

**Article 20 - Rémunération des gérants**

Chacun des gérants pourra percevoir, en rémunération de ses fonctions de direction et en compensation de la responsabilité attachées auxdites fonctions, un traitement fixe (indexé ou non) ou proportionnel (au bénéfice, au chiffre d'affaires) ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés. En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

**Article 21 - Responsabilité des gérants**

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.  
Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre le ou les gérants dans les conditions de l'article L 223-22 du code de commerce.  
En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la société, les personnes visées par la législation sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes peuvent être rendues responsables du passif social et encourir les interdictions et déchéances prévues par ladite législation.

NG

SL



**TITRE V**  
**CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE**

**Article 22 - Conventions soumises à procédure spéciale**

Le ou les gérants doivent aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice. Le ou les gérants, ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, conformément aux indications prévues par la loi.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

**Article 23 - Conventions interdites**

Il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire conseiller par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendant ou descendant des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée.

**TITRE VI**  
**CONTRÔLE DE LA SOCIETE**

**Article 24 - Commissaires aux comptes**

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire en cas de dépassement des seuils visés à l'article L 223-35 du code de commerce ; elle est facultative dans les autres cas, mais peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité requise de capital.

Les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des commissaires aux comptes sont définis par la loi.

S'il en est nommé ce jour, les deux premiers commissaires aux comptes de la société (un titulaire et un suppléant) sont désignés ci-après pour une durée de 6 exercices sociaux.

|                                     |
|-------------------------------------|
| Commissaire aux comptes titulaire : |
| Commissaire aux comptes suppléant : |

Tous deux, intervenant aux présentes, déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être confiées en précisant, chacun en ce qui le concerne, que les dispositions légales instituant des interdictions de fonctions ou des incompatibilités ne leur sont pas applicables, notamment celles énumérées à l'article L 822-3 du code de commerce appliqué aux SARL en vertu de l'article L 223-39.

**TITRE VII**  
**DÉCISIONS COLLECTIVES**

**Article 25 - Dispositions générales concernant les décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par les articles L 223-27 à L 223-29 du code de commerce modifié par le loi n°2008-776 du 4 août 2008.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toute autre décision si elle est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions de majorité exposées à l'article 14 paragraphe III des présents statuts.

Hors les cas où l'assemblée délibère sur les opérations mentionnées aux articles L 232-1 et L 233-16, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de communication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par le décret n° 2009-234 du 25 février 2009.

Le vote par visioconférence ou autre moyen de communication est  autorisé.  non autorisé.

Les conditions requises pour ce type de vote sont :

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux des décisions collectives sont celles définies par l'article L 223-7 du code de commerce.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou, le cas échéant, par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

*NR*



#### Article 26 - Décisions collectives "extraordinaires"

Les décisions extraordinaires sont celles qui ont pour objet la modification des statuts ou l'agrément des cessions ou mutations de parts, droit de souscription ou d'attribution.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les trois-quarts au moins des parts sociales.

#### Article 27 - Décisions collectives "ordinaires"

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-avant des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, sur la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

### CHAPITRE VIII COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES NETS

#### Article 28 - Établissement des comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, clôture dont la date est précisée à l'article 6 des présents statuts, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires.

Elle doit également rédiger un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

#### Article 29 - Communication des comptes sociaux

La gérance doit adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport susvisé, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

L'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion sont le cas échéant mis à la disposition de ou des commissaires aux comptes dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

#### Article 30 - Approbation des comptes sociaux

L'assemblée ordinaire des associés, qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice. Cette assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication des documents mentionnés à l'article L 223-26 et L 223-27 du code de commerce.

#### Article 31 - Affectation des résultats

##### I - BÉNÉFICES NETS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice.

##### II - RÉSERVE LÉGALE

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale".

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social, mais doit recommencer en cas d'augmentation de capital jusqu'à ce que la nouvelle limite soit atteinte.

##### III - BÉNÉFICE DISTRIBUABLE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toute distribution est interdite lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs au montant du capital social augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

##### IV - RÉSERVES STATUTAIRES - REPORT À NOUVEAU

Avant de décider la distribution de bénéfice sous forme de dividendes entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, l'assemblée pourra prélever toutes sommes qu'elle jugera convenable pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou de prévoyance ou encore pour les reporter à nouveau.

##### V - PERTES ÉVENTUELLES

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte "report à nouveau" ou compensées directement avec les réserves existantes.

NS

SL



Handwritten signature

**Article 32 - Transformation**

Les associés pourront décider la transformation de la présente société en société commerciale de toute autre forme, dans les conditions prévues à l'article L. 223-43 du code de commerce, sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

**Article 33 - Prorogation**

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

**Article 34 - Dissolution au terme de la durée**

A défaut de prorogation, la dissolution de la société survient normalement à l'expiration de sa durée.

**Article 35 - Dissolution anticipée**

**I - DÉCISION DES ASSOCIÉS**

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par décision extraordinaire des associés.

**II - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL**

(article L223-42 du code de commerce)

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du 2ème exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Que les associés aient décidé la dissolution anticipée de la société ou non, la résolution est publiée dans un journal d'annonces légales du département du siège social, déposée au greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut de provoquer par le gérant ou le commissaire aux comptes une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa précédent n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

**III - DISSOLUTION D'UNE SOCIÉTÉ COMPRENANT UN SEUL ASSOCIÉ**

Le cas échéant, la dissolution d'une société ne comprenant qu'un seul associé entraîne la transmission du patrimoine social à l'associé unique dans les conditions fixées par la loi sans qu'il y ait lieu à liquidation.

**Article 36 - Liquidation**

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale est suivie de la mention "société en liquidation".

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles L. 237-1 à L. 237-13 du code de commerce.

**Article 37 - Contestations**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

**Article 38 - Publicité - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour faire les publications et dépôts prescrits par la loi.

**Article 39 - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

NG

S L



**Article 40 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation**

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, comportant pour chaque acte l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés avant la signature des présents statuts auxquels il est annexé.  
La signature des statuts emporte reprise de ces engagements par la société dès son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Article 41 - Documents annexés aux statuts**

Demeureront annexés aux présentes, les documents ci-après énumérés :

- Annexe n°  - État des actes accomplis pour le compte de la société en formation.
- Annexe n°  - Rapport du commissaire aux apports.
- Annexe n°  - Contrat constatant les conditions des apports en nature visés à l'article 8 paragraphe II des présents statuts.
- Annexe n°  - Pièces justificatives des avertissements donnés aux conjoints respectifs des apporteurs de biens communs.
- Annexe n°  -

Lieu et date de signature (jour, mois, an) en toutes lettres \_\_\_\_\_

RAYÉS NULS

mots  
lignes

Fait à FORGES LES BAINS  
le VENDREDI VINGT AURIL  
en DEUX MILLE DOUZE

originaux dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe, un pour le dépôt au siège social et un pour être remis à chacun des associés.

**SIGNATURE des ASSOCIÉS**

Après avoir parcouru chaque fois de page, chaque associé fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé".

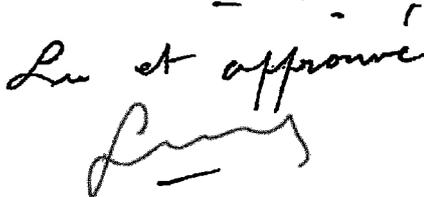
**SIGNATURE du(s) GÉRANT(S)**

Chaque gérant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation des fonctions de gérant".

Lu et Approuvé



Lu et approuvé



Lu et Approuvé

' Bon pour Acceptation  
des fonctions de Gérant '



